



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## Bulletin Mensuel - Numéro 168 - Juillet 2011

### NOTRE OPINION

- [Pour une véritable protection des mangroves](#)

### JOUR INTERNATIONAL DE LA MANGROVE

- [Célébration du « Jour international de la mangrove »](#)
- [Le marché du carbone récupère les mangroves](#)
- [La mangrove détruite par le pétrole dans le Delta du Niger](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Inde : la liberté après un siècle de lutte](#)
- [Un réseau de femmes lutte pour une véritable économie verte](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Brésil : Mato Grosso do Sul, la nouvelle frontière de l'eucalyptus](#)
- [Arbres transgéniques : la ruée des entreprises](#)

### DÉFINIR LES FORÊTS

- [Soyez vigilant ! Ne permettez pas qu'on appelle forêts les plantations d'arbres](#)

### NOTRE OPINION

#### – Pour une véritable protection des mangroves

Les mangroves du monde entier subissent un processus de destruction très important, bien souvent à cause de l'action des entreprises d'élevage de crevettes, mais aussi du fait d'autres activités prédatrices comme l'exploitation du pétrole.

Dans le monde entier, des communautés et des organisations luttent pour freiner cette destruction. La campagne intitulée : « OUI aux mangroves! NON aux élevages de crevettes ! » offre un échantillon de ce combat. Elle est menée par Redmanglar, contre l'action destructrice des entreprises qui élèvent des crevettes et qui

s'installent dans les régions de mangroves de beaucoup de pays tropicaux, afin d'approvisionner les marchés consommateurs des pays industrialisés.

Il faut aussi récupérer et replanter les mangroves détruites. Cette récupération est de la plus grande importance pour la survie des mangroves et pour qu'elles puissent remplir leurs fonctions écologiques fondamentales ; elle est fondamentale aussi pour la survie de milliers de communautés qui vivent de cet écosystème si particulier et riche.

Cependant, le problème est abordé de diverses manières. Dans ce bulletin, nous pouvons lire de quelle façon mercantile le groupe transnational français Danone est en train de conduire la supposée récupération des mangroves. Le groupe est intéressé par les crédits de carbone qu'il prétend acheter grâce au Mécanisme de développement propre (MDL) du Protocole de Kyoto, en alléguant que les mangroves ont une énorme capacité de stockage de carbone. Ce faisant, il soutient qu'il contribue à combattre la crise climatique et à favoriser les communautés. Cependant, la transnationale dissimule le fait que, avec les crédits de carbone achetés, elle pourra continuer à polluer et à émettre du carbone, et ce à un coût relativement peu élevé, puisque l'abondance supposée de carbone dans les mangroves garantirait un prix assez bas des crédits de carbone produits.

Une autre attitude consiste à proposer une démarche non mercantile, par un processus de récupération effectivement contrôlé et mené à bien par les communautés qui ont toujours vécu dans et avec les mangroves sans avoir eu besoin de les détruire. Au lieu d'entreprises et de consultants qui se concentrent sur la comptabilisation du carbone, cette modalité a besoin d'appuis et de chercheurs engagés avec ces communautés pour dialoguer avec elles et contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de méthodes de récupération diverses, en fonction de chaque situation et de chaque région.

Cette démarche serait plus proche de l'interprétation de « l'économie verte » souhaitée par le Réseau de femmes du Sud de l'Asie (SWAN), qui affirme dans ce bulletin qu'à la racine de l'économie verte se trouve l'idée de « *distribuer nos ressources naturelles avec équité et les utiliser de façon durable pour la survie et la satisfaction des besoins élémentaires* ».

Dans ce sens, garantir la survie des mangroves du monde signifie changer radicalement le modèle actuel de production et de consommation dominant et inégalitaire, en commençant par une réduction rigoureuse de l'exploitation des ressources naturelles et des combustibles fossiles et, dans le cas spécifique des mangroves, en interdisant la production industrielle de crevettes.

Ce serait là une contribution extraordinaire et fondamentale pour la survie des mangroves du monde et pour celle des communautés qui en dépendent.

[index](#)

## – Célébration du « Jour international de la mangrove »

La mangrove est un écosystème unique qui présente une incroyable diversité biologique : oiseaux migrateurs, animaux marins et reptiles, en plus des espèces végétales associées. Elle fonctionne comme un système naturel de traitement des eaux ; en tant que frayère, elle fournit aux communautés locales des ressources diverses qui, directement ou indirectement, leur permettent de se nourrir et de gagner leur vie. Une mangrove intacte constitue une zone tampon naturelle contre les inondations, les tempêtes et d'autres catastrophes naturelles comme les tsunamis et les ouragans, et protège la côte contre l'érosion.

Or, malgré leurs importantes fonctions les mangroves sont menacées par plusieurs activités industrielles, dont l'aquaculture et, surtout, l'élevage industriel de crevettes.

Depuis 2004, l'organisation latino-américaine Redmanglar Internacional (un réseau qui regroupe des communautés, des ONG, des chercheurs et des activistes pour la défense des mangroves) célèbre chaque année, le 26 juillet, le « Jour international de la mangrove », pour lancer un appel mondial à l'action contre la disparition continue de ces écosystèmes et contre la perturbation des populations qui en dépendent. Le thème de cette année, « *OUI aux mangroves, NON aux fermes crevettières* », vise à mettre en lumière le rôle que joue l'élevage industriel de crevettes dans la dégradation et la destruction des mangroves.

Un autre danger qui pèse sur les mangroves est la tentative de certification de l'élevage de crevettes, une activité intrinsèquement destructrice qui ne peut pas être certifiée. Plusieurs ONG qui travaillent avec des communautés des pays producteurs de crevettes et avec des consommateurs des pays importateurs ont sonné l'alerte au sujet des critères proposés et de l'ensemble du processus WWF-ShAD (Dialogue sur l'aquaculture crevettière), qui sont criblés de défauts [voir le bulletin n° 166 du WRM]. Adhérant à ce mouvement, Redmanglar a envoyé une lettre ouverte au président du World Wildlife Fund, pour manifester son rejet de la tentative de « verdir » l'industrie crevettière. Le texte intégral de cette lettre figure sur [http://www.wrm.org.uy/deforestation/mangroves/International\\_RedManglar\\_letter\\_against\\_WWF\\_certification.pdf](http://www.wrm.org.uy/deforestation/mangroves/International_RedManglar_letter_against_WWF_certification.pdf).

L'organisation a produit aussi une vidéo (<http://www.youtube.com/watch?v=VODq2soHrGQ>) qui décrit brièvement les répercussions écologiques et sociales de l'élevage industriel de crevettes ; elle nous invite à l'utiliser et à la divulguer sur nos sites web, par courrier électronique, sur Facebook, etc.

Mangrove Action Project (MAP) est une autre organisation pour les mangroves. En quête d'une véritable protection pour les mangroves, MAP a adopté une démarche de la base au sommet, en faisant participer les habitants de ces écosystèmes côtiers à leur conservation, leur restauration et leur entretien. Le projet, dénommé Restauration écologique des mangroves (EMR d'après l'anglais), est fondé sur une série de principes écologiques de base qui permettent de restaurer l'écosystème et de le rendre beaucoup plus fonctionnel et riche en diversité biologique que d'autres méthodes beaucoup plus exigeantes en argent et en main-d'œuvre, comme la simple plantation manuelle. L'objectif du projet est que les communautés locales participent directement à la conservation et à la restauration de l'écosystème, ainsi

qu'à la recherche de solutions viables, directement avantageuses pour elles, pour éviter sa disparition. La description complète du projet figure (en anglais) à l'adresse [http://wrm.org.uy/deforestation/mangroves/Need\\_For\\_EMR.pdf](http://wrm.org.uy/deforestation/mangroves/Need_For_EMR.pdf).

Avec toutes les communautés et organisations qui travaillent pour la protection des mangroves, nous disons bien fort : « OUI aux mangroves, NON aux fermes crevettières ».

[index](#)

---

### **– Le marché du carbone récupère les mangroves**

Le rôle que jouent les mangroves et plusieurs écosystèmes côtiers (marais salants, prairies marines, forêts de varech et zones humides) dans le stockage de carbone est devenu évident.

Des scientifiques ont fait équipe avec des chercheurs forestiers pour examiner la teneur en carbone des mangroves. Les conclusions d'une de ces recherches, menée dans le bassin Indo-Pacifique, ont été publiées dans Nature Geoscience : les mangroves stockent par hectare quatre fois plus de carbone que la plupart des autres forêts tropicales du monde. Ceci peut être attribué, en partie, aux sols profonds et riches en matière organique où poussent les mangliers. Le complexe système racinaire de ces arbres, qui les fixe aux sédiments sous-marins, ralentit l'eau des marées, permettant aux matières organiques et inorganiques de s'y déposer. Leur pourrissement étant lent en raison de la faible teneur en oxygène de ce milieu, la plupart du carbone y reste accumulé, au point que les mangroves renferment plus de carbone dans leur sol que la plupart des forêts tropicales n'en retiennent dans l'ensemble de leur sol et de leur biomasse. Lorsque le sol est affecté à d'autres usages, une bonne partie du carbone stocké est libérée dans l'atmosphère, aggravant ainsi le problème du changement climatique. Or, les mangroves ont rapidement diminué de 30-50 % au cours des 50 dernières années.

Le Protocole de Kyoto de la Convention sur les changements climatiques des Nations unies a élargi sa panoplie de fausses solutions commerciales en adoptant une nouvelle méthode pour calculer le dioxyde de carbone de l'atmosphère qui est piégé et stocké par les mangroves. Cette nouvelle solution au problème du changement climatique est dénommée « carbone bleu » (voir le bulletin n° 167 du WRM).

La méthodologie en question a été mise au point par l'UICN, la convention Ramsar et Sylvestrum, en association avec le groupe transnational français de produits alimentaires Danone, pour le mécanisme de développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto. Ce mécanisme permet aux principaux pays industrialisés de contourner leur obligation de réduire les émissions de carbone à leur source, en investissant dans le Sud dans des projets censément susceptibles de neutraliser ces émissions. Les défenseurs de la compensation d'émissions affirment que les incitations commerciales pour laisser les mangroves intactes en échange de crédits de carbone seraient « la solution » pour préserver ces écosystèmes côtiers et pour combattre le changement climatique.

Ainsi, les mangroves seront la cible des grandes entreprises qui cherchent avidement à acheter des crédits de carbone pour compenser la pollution qu'elles ne cessent de provoquer. Un exemple en est le Partenariat pour le carbone des zones humides du groupe Danone. Cette initiative qui date de 2008 encourage l'approbation de projets produisant de grandes quantités de crédits de carbone, dans le cadre du MDP ou du dénommé marché volontaire. En juin 2011, 25 projets avaient déjà été reçus. Danone a déjà investi dans deux projets pilotes, au Sénégal et en Inde.

Le mécanisme de « compensation » de carbone proposé par Danone permettra à cette entreprise de continuer de brûler des combustibles fossiles et d'augmenter le volume de gaz à effet de serre de l'atmosphère, tout en « compensant » la pollution grâce au stockage qu'en font les mangroves ailleurs dans la planète.

Or, cela implique une augmentation nette du volume de carbone dans la biosphère, c'est-à-dire dans l'atmosphère, dans les êtres vivants, dans la végétation et dans le sol. En effet, les palétuviers ou le sol absorbent du carbone et le stockent ; ce stockage est temporaire et fait partie du cycle du carbone atmosphérique. En revanche, les combustibles fossiles extraits du sous-sol et brûlés par les entreprises comme Danone augmentent de façon permanente le volume de carbone dans la biosphère. Ce carbone d'origine fossile ne fait pas partie du cycle du carbone atmosphérique et finit par accroître le volume des polluants responsables du changement climatique, sans qu'il soit possible de le faire retourner dans le sous-sol.

Le système de production à grande échelle et de distribution commerciale de milliards d'articles, dont beaucoup sont superflus et jetables, destinés à encourager la surconsommation, produit de fortes émissions de carbone et il est à l'origine de l'actuelle crise climatique. Il est aussi la cause profonde de l'élimination des mangroves. Le marché du carbone est un rejeton de ce système ; il peut donc difficilement être la solution du problème qu'il a créé.

Article fondé sur des informations tirées de : "Mangroves among the most carbon-rich forests in the Tropics", juin 2011,  
<http://www.salvaleforeste.it/en/201106231474/mangroves-among-the-most-carbon-rich-forests-in-the-tropics.html>.

[index](#)

---

## **– La mangrove détruite par le pétrole dans le Delta du Niger**

La mangrove est un écosystème riche et fragile qui dépend d'autres écosystèmes voisins: les fleuves et les marais salants. À son tour, la santé de la mer et des récifs coralliens dépend de la santé de la mangrove. Tout est connecté.

La mangrove est aussi très importante pour beaucoup de populations humaines qui habitent autour d'elle et qui l'utilisent de diverses manières, pour assurer leur souveraineté alimentaire grâce aux fruits de mer, pour satisfaire leurs besoins de logement grâce au bois pour la construction de maisons et de poteaux, et pour

gagner leur vie grâce à ses divers produits. Ces communautés ont toujours maintenu des rapports durables avec l'écosystème, qu'ils ont exploité à petite échelle pour subvenir à leurs besoins, connaissant profondément ses multiples fonctions. Les femmes en ont été les principales responsables.

Bien que les mangroves soient très importantes pour l'environnement et pour les gens, elles sont la cible d'activités à grande échelle, comme l'extraction de pétrole.

Un document d'Oilwatch sur l'impact des activités pétrolières sur les mangroves [1] souligne qu'elles commencent par comporter leur déboisement pour la construction d'installations, telles que derricks, campements, puits, routes, hélistations, etc. La zone est dévastée aussi par les forages qui impliquent de draguer les canaux existants pour les élargir et les approfondir, ou d'en creuser de nouveaux. Plus le canal est large et profond, plus l'écosystème est endommagé. La construction de ces canaux modifie le régime hydrique naturel des mangroves et les rend plus vulnérables à l'érosion, en modifiant le volume d'eau douce et le volume d'eau de mer dans et autour d'elles ; ceci perturbe le système de drainage, la végétation et le sol. Ces perturbations peuvent, à leur tour, causer des modifications du pH du sol et de l'eau, susceptibles de provoquer une détérioration considérable de la qualité des mangroves.

La présence de pétrole dans les mangroves, par suite d'accidents, du nettoyage des puits ou de déversements, produit une forte pollution qui peut rester dans la région pendant beaucoup d'années.

Au Nigeria, de grandes étendues de mangrove du Delta du Niger ont été endommagées par les déversements de pétrole qui se produisent régulièrement. À ce qu'on dit, 1,5 million de tonnes de pétrole y ont été déversées au cours des 50 dernières années.

La destruction des mangroves pour l'extraction de pétrole n'a apporté aucun bénéfice aux communautés rurales nigérianes : l'espérance de vie est tombée à 40 ans en l'espace de deux générations ; la disponibilité d'eau propre est très limitée ; les terres agricoles ont été endommagées ; l'eau superficielle et potable a été polluée et les poissons ont été ravagés par le pétrole graisseux qui coule toujours de l'un ou l'autre des oléoducs qui, par centaines, traversent des zones très urbanisées et côtoient les champs et les étangs poissonneux. Ces oléoducs sont là pour satisfaire les besoins en pétrole des États-Unis : 40 % des importations de brut de ce pays proviennent du Delta du Niger.

« Nous avons perdu nos filets, nos cabanes et nos nasses », « Nous avons perdu notre forêt », a dit le chef Promise, leader villageois d'Otuegwe, à John Vidal, rédacteur environnemental de The Observer, au cours d'un voyage [2] à l'endroit où, en 2008, l'explosion d'un oléoduc avait tué une centaine de personnes. Marchant dans le marais, le journaliste a pu sentir l'odeur de pétrole et il a fini par nager dans des étangs de brut. Il rapporte les plaintes du chef Promise : « Nous avons prévenu Shell du déversement au bout de quelques jours, mais ils n'ont rien fait pendant six mois ».

Des déversements de pétrole tragiques ont eu lieu au Delta du Niger mais, n'ayant

pas fait la une des journaux, ils sont passés presque inaperçus. Pourtant, la quantité de pétrole déversé l'année dernière dans le Golfe du Mexique après une explosion dans le Deepwater Horizon de BP était moins importante que celle qui fuit chaque année du réseau de terminaux, de pipelines, de stations de pompage et de plateformes pétrolières du delta.

Le 1er mai 2010, suite à la rupture d'un oléoduc d'ExxonMobil dans l'État nigérian d'Akwa Ibom, plus d'un million de gallons de pétrole se sont déversés dans le delta pendant sept jours, avant que la fuite soit stoppée. Les habitants de la zone ont manifesté contre la compagnie mais ils ont été attaqués par les gardes de sécurité. Dans le premier semestre de 2010, il y avait eu quatre déversements de pétrole. L'organisation nigériane Environmental Rights Action réclame maintenant à ExxonMobil 100 millions de dollars, pour n'avoir pas compensé les pertes désastreuses et pour les maladies dues aux activités d'exploration et aux graves déversements de pétrole de l'année dernière.

La récupération de la mangrove prendra plusieurs décennies, à supposer qu'il n'y ait pas de nouveaux déversements de pétrole. Quant aux populations de la zone, la destruction de leurs moyens d'existence et de leur environnement est définitive.

Article fondé sur des informations tirées de : [1] «Explotación petrolera en manglares», Oilwatch, Boletín Tegantai n° 10, [http://www.oilwatch.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=112&Itemid=43&lang](http://www.oilwatch.org/index.php?option=com_content&task=view&id=112&Itemid=43&lang) ; [2] "Nigeria's agony dwarfs the Gulf oil spill", John Vidal, The Observer, guardian.co.uk, mai 2010, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/may/30/oil-spills-nigeria-niger-delta-shell>.

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

### – Inde : la liberté après un siècle de lutte

Les villages tribaux de Surma et de Golbojhi ont célébré leur libération le 1er mai, jour international du travail. Après 107 années de lutte, leurs habitants ont obtenu la propriété des forêts dont ils ont été tributaires des siècles durant. Habités par quelque 450 familles de la tribu Tharu, ces deux villages forestiers sont situés au cœur du parc national Dudhwa, dans le district de Lakhimpur d'Uttar Pradesh (U.P.).

Bien que les zones tribales du pays soient contrôlées par le naxalisme, Surma et Golbojhi ont obtenu leur libération après des décennies de lutte démocratique non violente, sans tirer une seule balle. Les deux villages sont aussi les premiers établissements tribaux du pays, situés dans un parc national, à avoir bénéficié de la Loi sur les droits forestiers (FRA) de 2006.

Près de 700 acres de terres boisées ont été distribuées, chaque famille recevant un maximum de quatre acres. Le gouvernement d'Uttar Pradesh a accordé aux villages le statut d'Ambedkar, ce qui signifie qu'ils seront reliés par des routes, qu'ils auront une école primaire et un centre médicosocial. Les habitants tribaux ont maintenant le

droit de bénéficier des divers plans d'assistance sociale des gouvernements étatique et central. Les villages seront bientôt les propriétaires de la forêt et de sa production ; leurs habitants pourront disposer de foin et de bois, de feuilles de tendu (ébène de Coromandel), d'herbes et d'autres produits forestiers pour nourrir leur famille et leur bétail.

S'agissant d'une véritable réussite historique, plus de 5 000 habitants de la forêt sont venus de divers endroits d'U.P. pour participer aux festivités. Les gens ont maintenant de la terre à cultiver pour assurer leur subsistance, ils pourront envoyer leurs enfants à l'école et jouir des droits constitutionnels en tant que citoyens indiens. Ce succès leur a demandé des années de sacrifices, de difficultés et de souffrances indescriptibles. Paradoxalement, tout le processus a été ignoré par les médias conventionnels du pays, qui, pourtant, ne manquent jamais d'informer sur la violence naxaliste dans les zones tribales et accordent un large espace à ceux qui vantent et essaient de justifier le naxalisme ou le maoïsme. Beaucoup de révolutions pacifiques, comme celles de Surma et de Golbojhi, ont lieu en Inde sans que les médias leur accordent l'attention qu'elles méritent. C'est peut-être que la paix manque du dramatisme nécessaire pour attirer les regards et faire monter l'indice d'audience, et que les histoires de pauvres tribaux qui préfèrent la non-violence de la Satyagraha au naxalisme ne sont pas suffisamment émouvantes pour accroître le nombre des lecteurs.

Moi, je pense que ces histoires stimulantes doivent être racontées aux jeunes générations, et surtout à ceux qui ont eu le privilège de naître dans une Inde libre. N'ayant pas eu à lutter pour la liberté, ils sont souvent insensibles aux souffrances de leur frères défavorisés. En 1904, les membres de la tribu Tharu perdirent leur terre lorsque les Britanniques enlevèrent à la reine de Khaigarh la forêt de son domaine, qui devint propriété du royaume d'Awadh. Pendant la deuxième guerre mondiale, toute la forêt disparut par suite de l'exploitation excessive. Les Tharus réussirent à régénérer les forêts au cours des vingt années suivantes. Le pays devint libre en 1947, mais l'héritage britannique continua dans le département forestier. En 1978, les membres des tribus furent déclarés intrus dans leur propre terre quand celle-ci devint un parc national. Sur les 37 villages de la zone, 35 furent réinstallés ailleurs. Les habitants de Surma et de Golbojhi refusèrent l'évacuation ; on leur avait accordé des terres pour se réinstaller, mais elles étaient plus petites que celles de leurs villages originels et, en outre, elles étaient déjà occupées par d'autres tribus. Ils s'adressèrent à la Haute Cour en 1980 mais, en 2003, ils perdirent cette bataille juridique qui avait duré 23 ans.

Menacés d'expulsion et n'ayant plus d'options, ils décidèrent de s'engager dans un combat non violent. Les femmes prirent les devants et formèrent l'organisation Tharu Adivasi Mahila Mazdoor Kisan Manch pour diriger la campagne. Elles reçurent l'aide des activistes du Forum national des peuples et des travailleurs des forêts (NFFPFW). Les membres des tribus furent harcelés, battus et soumis à des tortures par les fonctionnaires forestiers. Lorsqu'ils cueillaient du bois mort et de la paille pour réparer les toitures de leurs maisons, pour l'artisanat ou pour faire du feu, le département forestier les accusait de braconnage, d'abattage d'arbres et d'invasion de propriété privée. Des procès criminels furent intentés même contre des enfants, contre des personnes mortes depuis longtemps et contre d'autres qui avaient quitté



les lieux 20 années plus tôt. « Si nous faisons du braconnage et de l'abattage d'arbres, j'aimerais qu'on m'explique pourquoi nous vivons toujours dans la misère la plus noire, alors que les fonctionnaires mènent une vie luxueuse », dit Lalmati, un autochtone.

En 2006, le parlement adopta la loi FRA qui fut promulguée en janvier 2008, après deux années de débats. C'était une nouvelle stimulante pour les tribus, mais il fallut encore trois ans pour qu'elle soit appliquée. En fait, les membres des tribus et les activistes qui travaillaient avec eux m'ont dit que les trois dernières années ont été les plus difficiles. D'après eux, pendant cette période le département forestier, la mafia forestière et les forces féodales ont tout fait pour les expulser. On a mis le feu à leurs maisons, beaucoup d'entre eux ont été arrêtés arbitrairement. Alors que la loi FRA autorise les assemblées villageoises (gram sabha) à témoigner de la situation d'une personne en matière de résidence, des gardes forestiers ont été surpris à délivrer des certificats de domicile où les habitants figuraient comme des intrus, dans le but de confondre le gouvernement étatique ; heureusement, celui-ci était favorable à l'octroi de droits fonciers aux autochtones. Sur l'ordre de certains fonctionnaires en service, des fonctionnaires retraités ont présenté plusieurs pétitions au tribunal, pour empêcher le gouvernement de délivrer des titres de propriétés aux habitants originels de la forêt.

Ram Chandra Rana, un autre autochtone, rappelle que quelques « passionnés de la nature » avaient rejoint le combat sous prétexte que les villages situés au milieu d'une réserve de tigres allaient mettre en danger ces derniers. « Notre réponse a été simple : des siècles durant, tant qu'elles ont été entre les mains des peuples tribaux, les forêts ont été en sécurité ; c'est après la formation du département forestier qu'elles ont commencé à périr et que la faune s'est trouvée menacée. Les tribus traitent la forêt comme une déesse, donc elles la protègent. La population de tigres a diminué quand les forêts sont passées sous l'autorité du département forestier mais, après l'adoption de la FRA, c'est-à-dire lorsque les autochtones ont commencé à obtenir des titres fonciers, le nombre des tigres a augmenté partout dans le pays », a-t-il dit. Quand on lui a demandé pourquoi ils n'avaient pas accepté la compensation monétaire et la parcelle qu'on leur offrait, il a répondu : « Nous ne pouvons pas vendre notre patrie. C'est une question de respect de soi et de dignité ».

Après avoir entendu les récits des souffrances, des sacrifices et des réussites de ces personnes, comme l'activiste Ashok Da qui a consacré sa vie à lutter pour les défavorisés, j'ai dû me poser une question : « Qu'est-ce que j'ai fait, en plus de griffonner des mots dans mon bureau climatisé et d'être content de moi-même ? » J'ai trouvé la réponse dans « Pourquoi je suis athée », écrit par le révolutionnaire Bhagat Singh en 1930 : « Une courte vie de lutte sans une fin aussi splendide sera elle-même ma récompense, si j'ai le courage de la vivre ainsi. C'est tout. Sans aucun motif égoïste, sans désir de récompense présente ou future, de façon tout à fait désintéressée j'ai consacré ma vie à la cause de l'indépendance, parce que je ne pouvais pas faire autrement. Le jour où il y aura un grand nombre d'hommes et de femmes qui penseront ainsi, qui ne pourront se consacrer à rien d'autre qu'au service du genre humain et à l'émancipation de l'humanité souffrante, ce jour-là l'ère de la liberté aura commencé... ».

Le jour où 10% d'entre nous (la classe privilégiée) suivront ce que Bhagat Singh a dit, 90 % des problèmes de l'Inde seront résolus.

Ashish Tripathi, journaliste indien et ami des habitants des forêts. Envoyé par Roma, NFFPFW (Kaimur) / Human Rights Law Centre, Uttar Pradesh, Inde, adresse électronique : [romasnb@gmail.com](mailto:romasnb@gmail.com), <http://jansangarsh.blogspot.com>

[index](#)

---

### **– Un réseau de femmes lutte pour une véritable économie verte**

Des femmes sud-asiatiques qui travaillent dans les domaines de la santé, de la nutrition, de la subsistance et de l'environnement se sont réunies à Dhaka, au Bangladesh, les 2 et 3 juillet 2011, à l'occasion de la Troisième Conférence annuelle du SWAN (*South Asia Women's Network, Réseau des femmes sud-asiatiques*) dont le thème était « Les femmes sud-asiatiques et l'économie verte ».

Dans sa déclaration finale, la conférence conclut que le nouveau concept d'économie verte devrait concerner « un système économique qui assure la justice sociale et l'équité, qui protège l'équilibre écologique et qui aboutisse à l'autosuffisance économique. Cette économie verte devrait remplacer l'ordre économique actuel, basé sur l'inégalité, la destruction de l'environnement et la cupidité, lequel a maintenu dans la pauvreté près de la moitié de la population du monde et a mis la planète au bord de la catastrophe environnementale par suite du changement climatique. Les principes de base de l'économie verte doivent être l'atténuation de la pauvreté, la durabilité environnementale par le maintien de la diversité biologique, et le bien-être de toutes les personnes.

L'Asie du Sud est une des régions les plus riches en diversité bio-culturelle, mais cette diversité est menacée par la monoculture imposée par la Révolution verte et par la manipulation génétique. On force nos populations à adopter ces technologies non durables et défectueuses qui les poussent à s'endetter et à s'enfoncer davantage dans la misère. Notre riche diversité et nos savoirs sont piratés et brevetés, dépossédant ainsi nos gens des bénéfices de leur patrimoine et de leurs ressources. Lorsque les crises environnementales nous obligent à migrer vers les villes, nous nous retrouvons sans moyens d'existence, faute d'accès à l'espace urbain, aux matériaux et aux nouvelles formes de gestion urbaine. Nos corps sont marqués par les produits toxiques dérivés de la surconsommation des autres. Le droit au développement durable devrait être inaliénable. Ceci est vital pour l'autonomie des femmes et pour préserver notre planète pour les générations futures ».

Dans la déclaration de Dhaka, les femmes affirment : « Nos économies locales ont toujours été en harmonie avec la nature. Nous avons utilisé les ressources avec prudence, et nous les avons partagées de manière équitable. SWAN est d'avis que les agriculteurs et les artisans du monde entier ont toujours agi en tandem avec les saisons et en harmonie avec la nature. Une femme artisan possède la sagesse de générations qui n'ont pas pillé la planète pour gagner de l'argent. Elle est profondément convaincue qu'il faut bien s'occuper du monde naturel pour gagner sa

vie de façon durable. Les seules matières premières nécessaires pour donner du travail à des millions de personnes sont un environnement vert et florissant, des forêts riches, des pâturages naturels, de l'eau claire et des coteaux non ravagés. La dignité et la créativité du travail manuel contribuent grandement à l'existence d'économies rurales solides. Ce travail des femmes de toute la région sud-asiatique doit être reconnu par ceux qui souhaitent bâtir un monde inclusif, réellement intégré et écologiquement équilibré.

Aujourd'hui, ceux qui ont provoqué la crise écologique parlent de l'économie verte. Pour eux, cette économie consiste à s'approprier les ressources qui restent sur la planète pour gagner de l'argent : les semences, la diversité biologique, la terre, l'eau, mais aussi nos savoirs et les services environnementaux que nous fournissons.

Pour nous, la privatisation et la marchandisation de la nature, de ses espèces, de ses écosystèmes et des services que rendent ces derniers ne peuvent pas faire partie d'une économie verte, car une telle approche ne tient pas compte de nos traditions. Les ressources de la Terre sont là pour le bien-être de tous, et non pour le bénéfice de quelques-uns.

Le partage équitable de nos ressources vitales et leur utilisation durable pour la subsistance et la satisfaction des besoins essentiels sont au cœur de notre idée d'une économie verte. Notre riche connaissance de la diversité biologique, notre agriculture écologiquement durable et nos techniques artisanales se passent de combustibles fossiles et de produits toxiques. Elles créent des sources de revenus dignes et fécondes, qui sont à la base de l'atténuation de la pauvreté. Nous sommes décidées à renforcer ces traditions génératrices de vie.

Il est d'une importance vitale de divulguer ces questions, par les médias et par un processus éducatif à l'intention des jeunes et des enfants. Pour que tous les segments de la société puissent faire des choix en connaissance de cause, il est essentiel qu'ils aient des informations sur l'économie verte et sur l'importance de ses divers effets. Connaissant la versatilité des médias, SWAN recommande de se servir des nouveaux moyens de communication, comme les réseaux sociaux, pour assister et soutenir les femmes du Sud de l'Asie dans leur lutte pour faire en sorte que l'économie verte vise au développement durable.

Nos économies vertes sont diverses et décentralisées ; ainsi, elles sont la voie pour atteindre l'autonomie pour tous. Les femmes étant les dépositaires des connaissances, elles fournissent la base culturelle nécessaire à la création et à la mise en œuvre d'économies qui augmentent le bien-être et le bonheur, la joie et la beauté, la durabilité et l'équité. C'est à partir de notre région sud-asiatique que la notion de « bonheur intérieur brut » s'est répandue dans le monde entier. Nous approfondirons ce concept pour en faire la base de l'économie verte. »

En ce moment où la question de l'économie verte gagne du terrain dans les forums régionaux et multilatéraux, il est indispensable d'en défendre le sens véritable ; pour cela, la voix de ces femmes doit se faire entendre clair et fort.

Article fondé sur la Déclaration de Dhaka : Position de SWAN (South Asia Women's

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### – Brésil : Mato Grosso do Sul, la nouvelle frontière de l'eucalyptus

La région du Brésil, et peut-être du monde, où la monoculture d'eucalyptus et la production de cellulose s'étendent le plus rapidement, se trouve dans l'État de Mato Grosso do Sul, spécifiquement dans la microrégion de Três Lagoas.

Actuellement, celle-ci abrite une usine de pâte de l'entreprise Fibria – une société formée par Aracruz et Votorantim – et une fabrique de papier contrôlée par la société nord-américaine International Paper. L'usine de pâte de Fibria produit 1,3 million de tonnes de cellulose par an et prévoit un investissement de 3 600 millions de réaux pour construire une seconde unité, dont l'inauguration est prévue pour 2014. L'entreprise augmentera ainsi sa production jusqu'à 3 millions de tonnes par an. Actuellement, Fibria possède 150 000 hectares d'eucalyptus, et ses plans visent à doubler cette surface.

Outre cette entreprise, une autre appelée Eldorado Brasil est en train de construire une usine dans la même microrégion pour produire 1,5 million de tonnes de cellulose. L'inauguration en est prévue pour novembre 2012. L'entreprise occupe 150 000 hectares plantés d'eucalyptus.

La chilienne Arauco et la portugaise Portucel ont manifesté leur intérêt à investir dans des plantations d'eucalyptus et dans la fabrication de pâte au Mato Grosso do Sul.

Cette expansion effrénée d'entreprises que le gouvernement d'État a dispensées de l'obligation de réaliser des études et des rapports relatifs aux conséquences de leurs activités sur l'environnement, a motivé l'organisation par l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMS), conjointement avec d'autres universités et des organismes sociaux, du premier symposium pour débattre sur le thème : « La formation du complexe cellulose-papier dans le Mato Grosso du Sud : limites et perspectives », les 30 juin, 1er et 2 juillet à Três Lagoas.

Selon une étude (1) présentée au cours de ce séminaire, à partir de 1970, la zone a été consacrée de plus en plus à l'élevage, ce qui a conduit à une grande concentration de terres et à divers conflits. Dans l'État de Mato Grosso do Sul, les fermes de plus de 1 000 hectares représentent 10 % des propriétés, mais occupent 77 % de la surface (données de 2006). En plus, dans les années 1970 une zone a été plantée d'eucalyptus destinés à la production de charbon. Comme conséquence, l'État de Mato Grosso do Sul est arrivé à compter 8 000 travailleurs esclaves en 1990, sans compter les cas de travail infantile.

Plus récemment, la monoculture d'arbres a connu une recrudescence, en l'occurrence pour produire de la cellulose. Entre 2005 et 2009, la superficie des plantations dans la microrégion de Três Lagoas a doublé, passant de 152 000 à 308 000 hectares, presque tous plantés d'eucalyptus. On prévoit que cette superficie

atteindra 1 million d'hectares en 2020.

Cette expansion est associée à une série de changements significatifs dans le milieu rural et le milieu urbain. La production laitière des petites propriétés dans la localité de Três Lagoas s'est réduite de 11 millions à 5 millions de litres de lait par an entre 1995/96 et 2006. La production d'aliments a aussi diminué et, par exemple, celle de haricots est presque inexistante dans une zone dominée par les grandes propriétés. Aujourd'hui, la petite propriété occupe 30 000 hectares dans une microrégion d'un total de 4 millions d'hectares.

Avec l'augmentation incontrôlée de la valeur des terres, les grands propriétaires peuvent tirer un profit majeur du nouveau boom en vendant ou en louant leurs terres ; ainsi, l'énorme concentration agraire s'aggrave et le processus de réforme agraire se trouve bloqué. Il existe des récits de déboisement et de faillite du commerce local. Les 10 colonies de la réforme agraire dans la zone, avec 1 147 familles, sont encerclées par les eucalyptus. Dans le domaine urbain, la grande affluence de travailleurs venus pour la construction de l'usine a provoqué des problèmes de logement dus à l'entassement.

On a aussi constaté une augmentation des indices de violence, par exemple de la violence domestique contre les femmes, qui a triplé au cours de ces dernières années.

Une visite de terrain et des conversations avec les habitants des lieux montrent qu'à l'évidence, la majeure préoccupation des agriculteurs qui vivent à proximité des plantations est l'emploi de produits toxiques. Les gens affirment que les entreprises utilisent habituellement la méthode de la pulvérisation aérienne, ce qui provoque des protestations contre l'odeur désagréable. On mentionne aussi le tarissement de plusieurs sources. Une autre préoccupation, c'est la désertification des campagnes avec la vente et la location des terres, qui ont enrichi les grands propriétaires mais ont dépouillé les habitants et les travailleurs des fermes. Quelques uns d'entre eux ont commencé à lutter pour la réforme agraire, vu que l'INCRA (2), depuis quelques années, ne délivre plus de fonds dans la zone pour l'établissement de nouvelles colonies, ce qui rend encore plus difficile la vie des agriculteurs déjà en place. D'autres familles dépossédées se voient obligées à chercher du travail et un logement dans la ville, où le coût de la vie a augmenté considérablement à cause de la spéculation immobilière.

Ce qui attire l'attention dans les zones de plantations, c'est la présence de quelques arbres isolés, espèces du cerrado, au milieu des eucalyptus. Selon un habitant local, ces arbres ont tendance à mourir dans cet environnement. De plus, ces rares arbres indigènes sont exposés à l'application de produits toxiques et ils sont isolés de la flore et de la faune de la région, inexistantes dans les plantations, comme s'ils étaient dans « un musée en plein air ».

Indépendamment de leur survie ou de leur mort, la présence de ces arbres semble bien représenter la situation du peuple de la microrégion de Três Lagoas, où les alternatives à ce modèle ne trouvent pas d'espace vital au milieu de cette marée montante d'eucalyptus. Les arbres du cerrado, de même que la zone et sa population, ont été pris au piège par un modèle d'exploitation de l'eucalyptus et de

la cellulose qui est en pleine expansion avec l'appui des autorités étatiques ou fédérales, qui enrichit quelques-uns et rend incertain l'avenir pour la majorité de la population.

Winnie Overbeek, coordinateur international du WRM

(1) Kudlaviz, Mieceslau : La dynamique agraire et la territorialisation du complexe pâte / papier dans la microrégion de Três Lagoas/MS. Mémoire de maîtrise du programme d'études de troisième cycle en géographie, UFMS, Três Lagoas, 2011.

(2) Institut national pour la colonisation et la réforme agraire

[index](#)

---

### **– Arbres transgéniques : la ruée des entreprises**

L'engouement de l'industrie forestière pour augmenter ses bénéfices a conduit à une homogénéisation croissante des cultures d'arbres destinés à la production de bois et de pâte à papier.

On a commencé par la sélection des espèces à la croissance la plus rapide, aux troncs droits, aux branches fines et peu nombreuses et au bois propre à une utilisation industrielle. Puis on a adopté le paquet de mesures de la « révolution verte » : mécanisation croissante des tâches forestières, application de fertilisants chimiques et de produits toxiques pour combattre les ravageurs, et d'herbicides pour éviter la concurrence d'autres végétaux avec les arbres plantés. Un élément important a été la sélection génétique traditionnelle pour « améliorer » les résultats des plantations en termes de rendement en bois, qui a été rapidement suivie par l'hybridation et le clonage des « meilleurs » arbres. L'étape suivante a été la modification génétique des arbres, pour atteindre une production encore plus élevée, mais qui a provoqué une forte réaction sociale ainsi que des questionnements scientifiques relatifs, par exemple, au risque de « contamination » du matériel génétique des arbres indigènes. C'est pourquoi cette étape en est encore, de façon générale, au stade expérimental (on peut à ce sujet consulter les pages d'information du WRM sur la situation des arbres génétiquement modifiés pays par pays, disponibles sur : [http://wrm.org.uy/subjects/GMTrees/Information\\_sheets.html](http://wrm.org.uy/subjects/GMTrees/Information_sheets.html)).

Les intérêts en jeu sont devenus complexes ; les entreprises du secteur forêts-cellulose sont liées à de grands laboratoires et forment des conglomérats de transnationales encore plus vastes. La boulimie de profit est permanente.

Au cours des dernières semaines, quelques faits se sont produits qui illustrent les tentatives du secteur forestier – y compris les entreprises forestières et les laboratoires de technologie – pour obtenir l'introduction commerciale des arbres transgéniques dans deux pays importants pour le secteur : les États-Unis et le Brésil.

ArborGen, dont le siège se trouve en Caroline du Sud, aux U.S.A. est leader mondial dans la recherche sur les arbres génétiquement modifiés et leur

développement, et poursuit son idée de commercialiser « ses » arbres transgéniques aussi bien aux U.S.A. – où elle a déjà des plantations - qu'au Brésil. Les plantations d'arbres transgéniques auraient de multiples visées : elles seraient utilisées pour la production de pâte à papier, pour ce que l'on nomme les combustibles cellulosiques de « deuxième génération », et pour la production d'électricité à partir de bois.

Entre le 26 juin et le 6 juillet, dans l'État de Bahía, au Brésil, a eu lieu la « 2011 Tree Biotechnology Conference », conférence annuelle sur la biotechnologie forestière de l'IUFRO (Union internationale des organismes de recherche forestière). L'évènement était patronné par des entreprises de la pâte et du papier comme Veracel Celulose, propriété de la transnationale suédo-finlandaise Stora Enso et la brésilienne Fibria, et des entreprises fournisseuses de biotechnologie pour l'industrie comme ArborGen.

La conférence a réuni quelque 300 représentants et chercheurs de l'industrie. Parmi les sujets traités figurait l'avenir commercial des arbres transgéniques. Quelques entrepreneurs brésiliens ont insisté sur l'importance pour le Brésil d'approuver l'utilisation commerciale des arbres génétiquement modifiés le plus tôt possible, sans quoi le pays risquerait de prendre du retard dans la course pour l'eucalyptus transgénique. Ainsi, le vice-président de la stratégie et du développement de FuturaGen, l'une des entreprises de biotechnologie participantes, déclarait : « Nous sommes prêts pour le marché. Nous avons fait tous les tests de performance. Il ne manque plus que la réglementation » [1].

Le souci de ne pas prendre de retard dans la course pour l'eucalyptus transgénique est probablement liée à la demande qu'a présentée la compagnie ArborGen au département de l'Agriculture des États-Unis pour vendre annuellement 500 millions d'eucalyptus transgéniques conçus pour supporter le froid, pour produire moins de lignine et pour digérer une partie de leur propre ARN afin de réduire leur fertilité (une technologie génétique de type Terminator) [2]. (Pour plus d'information sur le sujet, voir le document d'information du WRM « Les arbres transgéniques », sur <http://www.wrm.org.uy>. recherche par thèmes. Genetically Modified Trees).

L'organisme en question avait préalablement autorisé la plantation à titre expérimental de 260 000 eucalyptus de ce type dans 29 champs d'essai. Cette décision dut faire face à un procès intenté le 1er juillet 2010 par trois organisations membres de la campagne STOP GE Trees organisée par Global Justice Ecology Project, Dogwood Alliance et Sierra Club [3].

Le Brésil occupe la 4e place mondiale pour la production de pâte à papier ; l'expansion des plantations industrielles d'arbres s'y est énormément accélérée et a causé de tels dommages aux communautés rurales qu'elle a donné naissance à une forte résistance, dont témoignent des organisations comme Rede Alerta contra o Deserto Verde et La Vía Campesina, pour n'en citer que ces deux.

La poussée de l'industrie forestière pour l'introduction des arbres transgéniques dans son plan de production ne faiblit pas. Il est vital que la résistance ne faiblisse pas non plus !

Article basé sur l'information obtenue de : [1] Reportage de Stella Fontes publié par la revue Valor, 04.07.2011, <http://www.valoronline.com.br> ; [2] Action Alert: End U.S. FrankenTree Experiments. Genetically Engineered Trees Risky, Unnecessary and Must Be Resisted Until Banned, <http://forests.org/shared/alerts/sendsm.aspx?id=frankentrees> ; [3] Permit applications 08-011-116rm and 08-014-101rm received from ArborGen LLC, <http://www.globaljusticeecology.org/files/EA%20on%20GE%20eucalyptus.pdf>.

[index](#)

---

## DÉFINIR LES FORÊTS

### **- Soyez vigilant ! Ne permettez pas qu'on appelle forêts les plantations d'arbres**

Wikipédia – l'encyclopédie collective libre – est de plus en plus une référence, même dans le domaine universitaire. Nous pouvons y donner notre avis et manifester notre opposition chaque fois que les plantations d'arbres en régime de monoculture sont appelées forêts.

Mais nous pouvons aussi intervenir dans d'autres forums : émissions de radio et de télévision, livres d'enseignement, bulletins d'information, magazines, et ainsi de suite. Même dans les discussions informelles ! À toutes les occasions. Il suffit d'être attentif !

Nous vous invitons et vous exhortons à changer les choses. Qu'il soit clair que les plantations d'arbres ne sont pas des forêts !

Pour davantage d'information concernant la campagne du WRM sur la définition des forêts veuillez visiter : <http://www.wrm.org.uy/forests.html>

[index](#)

---